



SOCIÉTÉ

L'internat, ce nouveau « refuge »

Plébiscité par les parents et les adolescents, il a cette année son salon, qui s'ouvre ce samedi à Paris.

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

ÉDUCATION Fini le pensionnat prison, place à l'internat refuge ! Loin des grands ensembles urbains, généralement dotés d'espaces verts propices aux activités sportives, ces structures font aujourd'hui figure de lieux préservés. Préservés de l'usage abusif des téléphones portables et des jeux vidéo, mais aussi des conflits adultes, à une époque où les séparations et divorces sont monnaie courante.

Synonymes de climat scolaire serein, les internats prendraient donc un nouveau départ ? C'est en tout cas le souhait du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, qui, en juillet dernier, deux mois à peine après son arrivée Rue de Grenelle, vendait le concept de « l'internat liberté », alliant « rigueur - usage raisonné des écrans,

temps de sommeil respectés... - et bonheur, épanouissement personnel et activités culturelles et sportives ». En 2009, alors recteur de Créteil, c'est lui qui avait lancé, à Sourdon, le premier « internat d'excellence ». Ce dispositif, destiné à accueillir des élèves méritants d'origine modeste, il l'avait ensuite déployé comme numéro 2 de la Rue de Grenelle, sous le mandat Sarkozy. Une politique trop élitiste au goût de la gauche qui, de retour aux affaires en 2012, s'est employée à freiner ce déploiement, financièrement et symboliquement. Les établissements ont été rebaptisés « Internats de la réussite pour tous ». Devenu ministre sous la présidence Macron, Jean-Michel Blanquer entend dépasser les clivages. Sa politique en matière d'internats, qu'il détaillera fin mars, sera donc « globale ». Elle vise à dynamiser et personnaliser l'offre pédagogique et extrascolaire des établissements

pour attirer davantage d'élèves*. Car à ce jour, quelque 40 000 places restent vacantes (20 % de l'offre), essentiellement dans les territoires ruraux.

« L'internat m'a sauvé ! »

Faire connaître les internats. C'est justement l'objectif du premier salon de l'internat qui se tient du 10 au 12 mars à Paris, porte de Versailles. Avec 2 500 visiteurs préenregistrés, Marc Assous, initiateur de l'événement, est satisfait. « L'internat, c'est ma famille qui m'en a donné l'idée, raconte cet organisateur, depuis quinze ans, de salons en tout genre. On m'a demandé de trouver un internat pour un gamin de 13 ans complètement "geek". Ses parents ne s'en sortaient pas. En surfant sur Internet, je me suis aperçu qu'il y avait beaucoup de demandes, mais que l'offre était insuffisamment commue. » Sur le salon, il a réuni une



trentaine d'établissements, privés uniquement. Sous contrat et hors contrat, ces internats affichent des tarifs qui commencent à 5 000 euros l'année et peuvent atteindre 35 000 euros, comme le collège du Léman, à Genève, qui promet de fournir « un apprentissage heureux et sécurisé ». Dans le Lot-et-Garonne, l'école de Tersac, à 20 000 euros l'année, propose en option de passer un brevet de pilotage. Pas accessible à toutes les bourses, reconnaît volontiers Marc Assous. « Avant, l'internat était une punition. Aujourd'hui, c'est la solution ! C'est la clé de la réussite », assure l'organisateur. Il l'a lui-même expérimenté, à Tel-Aviv, alors qu'il était collégien. « Ma mère travaillait pour l'ambassade de France. Elle voyageait beaucoup. Mes parents venaient de se séparer. Je n'ai pas eu mon bac, mais l'internat m'a sauvé ! » raconte l'autodidacte entrepreneur.

« À La Salle Igny, nos élèves se créent un vrai réseau, pas un réseau virtuel comme sur Facebook », résume frère Vincent, directeur coordinateur de cet ensemble scolaire privé sous contrat de l'Essonne. « Notre objectif est de répondre aux besoins éducatifs forts du XXI^e siècle, dans la tradition lassaliennne », poursuit-il évoquant des familles qui recherchent « un cadre ». À Igny, pas de tentation des écrans, un soutien scolaire, un campus verdoyant, des chambres individuelles et collectives. L'établissement compte 300 internes, répartis pour moitié au collège et au lycée. « Nous avons aussi des demandes pour le primaire, mais nous avons encore peu de places à ce niveau. Plus les élèves sont âgés, plus l'internat correspond à un choix », conclut frère Vincent. ■

* À ce jour, 180 000 élèves dans le public, 63 000 dans le privé.



Créée en 1947 par le père Sevin, la Maison française a été reprise par des religieuses de Sainte-Croix de Jérusalem et féminisée (ci-dessus : la sœur Nathalie et des pensionnaires, à Cuise-la-Motte dans l'Oise). S. SORIANO/LE FIGARO